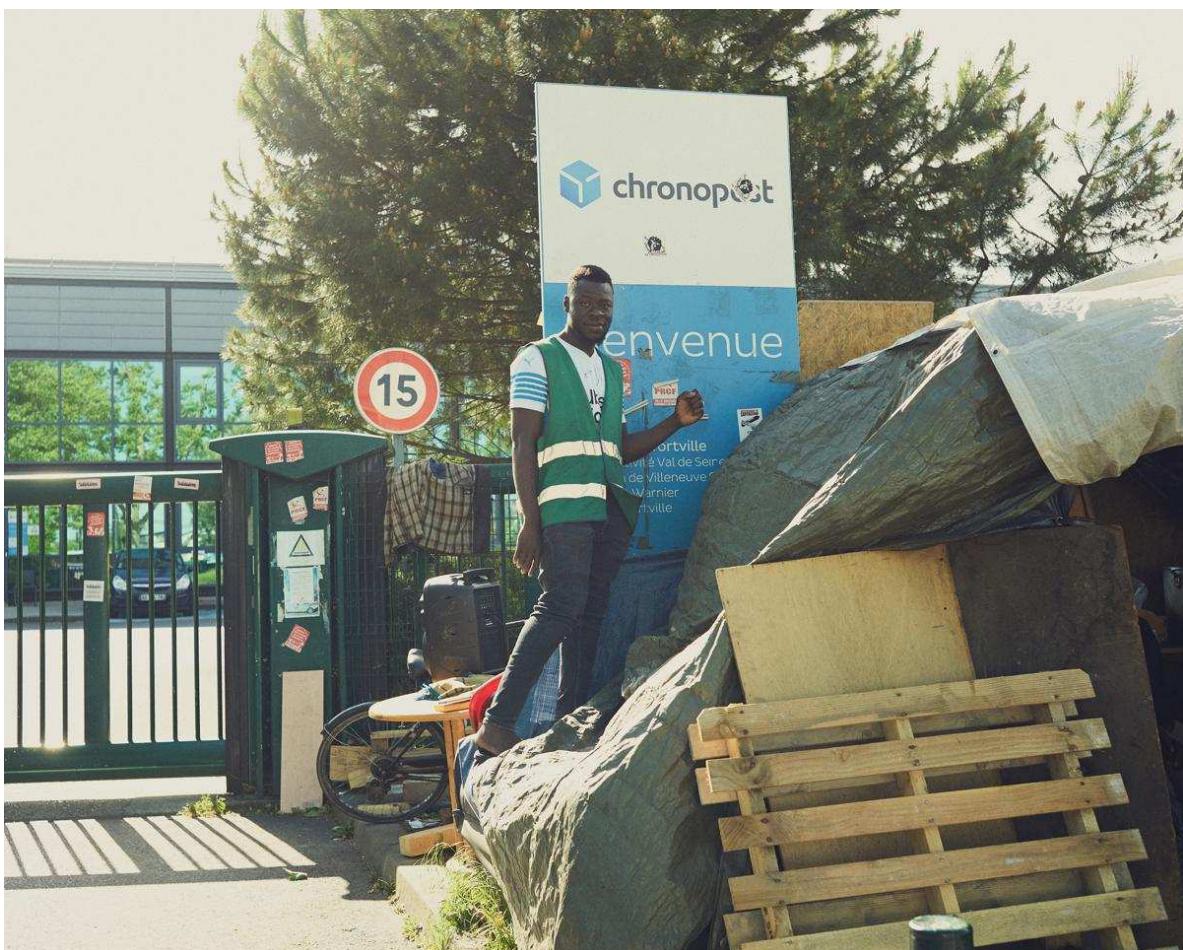


France

SANS-PAPIERS EN GRÈVE À LA POSTE «On veut que tout le monde puisse nous voir»

Une quarantaine d'ex-intérimaires de Chronopost et DPD campent depuis sept mois sur deux sites franciliens de ces filiales de la Poste. Embauchés par le sous-traitant Derichebourg, ces travailleurs étrangers dénoncent des conditions de travail dignes de l'«esclavage moderne».

Par, Frantz Durupt et Gurvan Kristanadjaja, Photos Cyril Zannettacci. VU



Aboubacar Dembélé a lancé le mouvement de protestation sur le site Chronopost d'Alfortville. Ici le 11 mai.

Depuis la pandémie, le volume de livraison atteint des niveaux records. Confinés, les Français se sont en grande partie tournés vers l'e-commerce pour continuer de consommer. Ils ont pris l'habitude de se faire livrer de tout, du nécessaire comme de l'inutile. Quand la vie a repris son cours, ce réflexe est resté bien ancré. Les récentes activités de la Poste entendent le prouver : près de 31 % d'augmentation entre 2019 et 2020 et plus de 10 % entre 2020 et 2021. Soit 852 millions de cartons supplémentaires livrés entre 2019 et 2021. Un record qui a permis à Philippe Wahl, le PDG de la société toujours sous contrôle de l'Etat, de fanfaronner début 2022 : selon lui, le colis est devenu «une nouvelle filière stratégique» pour le groupe autorevendiqué «leader» du secteur. Le

patron a annoncé fin 2021 un plan d'investissement de 450 millions d'euros sur la période 2022-2026 pour doper encore cette activité. Elle est concentrée autour de plusieurs filiales plutôt en bonne santé : Colissimo pour la distribution, complétée par le holding GeoPost qui regroupe plusieurs filiales dont Chronopost et DPD France.

En apparence, donc, tout va pour le mieux. En interne, pourtant, cette activité du groupe la Poste est traversée par des secousses. Depuis sept mois, une quarantaine de salariés sans papiers sont entrés dans une grève reconductible à deux points stratégiques de la logistique francilienne : le site Chronopost à Alfortville (Val-de-Marne) et celui de DPD au Coudray-Montceaux (Essonne). Ils demandent leur régularisation avec un constat : selon eux, ces dernières années, la Poste est devenue de plus en plus dépendante de l'exploitation de travailleurs sans papiers.

Pour assurer la gestion des colis dont le nombre a explosé, le groupe a largement automatisé l'activité de ses centres de tri. Excepté en bout de chaîne, pour charger et décharger les camions, une tâche pénible et solitaire où l'on doit aller vite pour satisfaire les besoins toujours plus immédiats des clients. «*Les activités sont très répétitives et ressemblent à celles des chaînes auto des années 60*», estime Léo Reynes, doctorant en sociologie au laboratoire IDHES de l'université de Nanterre, qui écrit une thèse sur l'automatisation des plateformes de tri. Le turnover y est important, mais pour s'assurer d'avoir toujours un vivier sous la main, le groupe a recours à des intérimaires. Il en a confié les contrats à un autre nom bien connu du paysage économique français : Derichebourg, une multinationale de 42 000 salariés. L'embauche au sein de ces entrepôts se fait donc par le biais de couches de sous-traitance : la holding GeoPost, dont font partie Chronopost et DPD, délègue le recrutement de la main-d'œuvre à Derichebourg. Ils vont ainsi exercer dans les centres de tri sans être embauchés directement par la Poste ou l'une de ses filiales.

«Chez Derichebourg, ils ferment les yeux»

De nombreux sans-papiers ont trouvé du travail par ce biais, comme Aboubacar Dembélé, un Malien qui travaillait jusqu'à la grève dans un centre de tri de Chronopost à Alfortville. «*C'est très simple de trouver du travail chez Derichebourg. Même si on n'a pas de papiers, ils ne sont pas regardants. J'y suis allé avec ceux d'un cousin, ça se voyait clairement qu'il était plus âgé et que ce n'était pas moi, il a la peau plus claire. Mais ça fait partie de leur système, alors ils ferment les yeux. Je me suis inscrit un lundi vers 16 heures. Le mercredi, ils m'appelaient pour me demander si j'étais disponible*», se remémore-t-il. Selon lui, la Poste et Derichebourg ferment les yeux car ils ont besoin de cette main-d'œuvre pour fonctionner. «*Plus on automatise, plus on va sous-traiter sur les segments non automatisés. On fait de la délégation du sale boulot. Ça revient moins cher de prendre des sous-traitants plutôt que d'innover pour trouver des techniques*», analyse de son côté Léo Reynes.

A Alfortville, au sud de Paris en suivant les rives de la Seine, les grévistes se sont installés devant le portail métallique de l'imposant centre de tri Chronopost avec un message clair : «*On ne veut plus se cacher, on veut que tout le monde puisse nous voir*», résume Aboubacar Dembélé, devenu porte-parole des protestataires. Ils ont fait le tour des encombrants laissés à la rue pour construire un camp de fortune fabriqué avec des bâches, des morceaux de bois et des matelas tachés. Depuis cet

automne, les 18 sans-papiers originaires du Mali, de Mauritanie ou du Sénégal dorment sous ces toits dans des conditions plus que précaires. Cette cohabitation donne parfois lieu à des scènes étonnantes : toute la journée des clients viennent chercher leurs commandes, ils passent devant le «coin cuisine» des travailleurs africains en pressant le pas comme s'ils traversaient une «no-go zone». Eux sont assis là sans dire mot, ils boivent un thé en chantonnant du Tiken Jah Fakoly.

«On travaille au rythme de la machine»

Au sein du groupe la Poste, ils décrivent un monde à plusieurs étages : tout en haut, les clients, choyés. Viennent ensuite les postiers. Eux, les intérimaires sans papiers, sont tout en bas : ils triment. «*Il faut venir travailler à 2heures du matin. Les camions arrivent toute la nuit et il y a un tapis roulant qui tourne devant nous. Il faut vider le camion et ne jamais s'arrêter. Le tapis roulant ne doit pas être vide, on travaille au rythme de la machine*», poursuit d'un seul souffle le charismatique trentenaire aux yeux perçants, maillot de l'OM sur le dos. «*Ceux qui font notre travail, c'est-à-dire décharger les camions de nuit, ce sont quasiment que des sans-papiers. Le travail est trop dur, les personnes régularisées ou françaises n'en veulent pas*», assure Aboubacar Dembélé. Le tout est payé sous alias 600 euros, 700 euros ou maximum 800 euros pour un mi-temps en intérim. Aboubacar Dembélé est à l'origine de la protestation : «*J'ai trouvé que ces conditions n'étaient pas normales et je me suis vite rendu compte qu'il y avait d'autres sans-papiers, comme moi, à travailler ici.*»

A 40 kilomètres plus au sud, au Coudray-Montceaux, une grève du même genre a démarré à l'automne. Cette fois, c'est une vingtaine de travailleurs de DPD, une autre filiale de la Poste, qui occupent l'entrée du centre de tri. Là aussi, certains dorment sur des matelas en mousse, à l'abri d'un petit barnum du syndicat Solidaires. D'autres consultent leur téléphone, assis sur des rochers décoratifs. Un vieux ballon jaune est là, dans lequel l'un ou l'autre shoote parfois. La plupart des travailleurs viennent aussi du Sénégal, de Mauritanie ou du Mali. Ils ont entre 20 ans et 30 ans, ont parfois mis une année pour atteindre la France, en accomplissant la périlleuse traversée de la Méditerranée dans laquelle tant de personnes ont péri. Bien souvent, ils ont trouvé ce boulot de manutention par le bouche-à-oreille. Pendant des mois, ils ont enchaîné les missions d'intérim, souvent nocturnes, toujours éprouvantes. La nuit, Dramé Makan, imposant Malien de 36 ans, chargeait et déchargeait les colis «*de 30 kilos, parfois 50 kilos, tout seul*». Pour venir travailler, il en avait pour deux heures de transport aller-retour depuis son foyer de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : d'abord le RER jusqu'à Corbeil-Essonnes, puis le bus 301 jusqu'à un arrêt situé à quelques centaines de mètres du dépôt.

Les sans-papiers des deux piquets pointent du doigt la responsabilité de la Poste. Car ce n'est pas la première fois que l'ancienne société publique est épinglée pour des pratiques similaires au sein de l'une de ses filiales «colis». A Chilly-Mazarin (Essonne), en 2018, une cinquantaine de travailleurs africains de Derichebourg qui exerçaient dans un entrepôt Chronopost s'étaient déjà mis en grève et avaient en partie obtenu gain de cause. Et en juin 2019, une autre mobilisation d'ampleur avait eu lieu sur le même site d'Alfortville. Les sans-papiers s'étaient à l'époque surnommés «les nouveaux esclaves» et avaient tenu plus de six mois. A l'issue du conflit, 27 d'entre eux avaient

étaient régularisés mais le groupe n'avait pas voulu reconnaître sa responsabilité. «*Et ils continuent de faire comme s'ils découvraient qu'on existe*», ironise Aboubacar Dembélé. A chaque fois, Derichebourg était en charge de l'embauche des intérimaires.

un autre hiver sur des bouts de trottoirs

Mais cette fois, au Coudray-Montceaux, au sein du campement qui surplombe l'«autoroute du soleil», on a le sentiment que quelque chose a changé. Pour la première fois, l'inspection du travail a pu établir les faits sur le site géré par DPD. Dans un rapport de conciliation daté du 31 janvier et rendu public par les organisations soutenant les grévistes, l'agent en charge du dossier explique avoir récupéré «des pointages des salariés sur l'établissement», «des contrats de mise à disposition [entre société d'intérim et Derichebourg propriété]», ainsi que «les pièces d'identité [fausses et alias] et bulletins de paie de 63 salariés ayant travaillé sur l'établissement». Conclusion : «Les informations qui y sont contenues correspondent effectivement aux déclarations des salariés grévistes», qui ont donc bien travaillé sur le site. La préfecture de l'Essonne indique avoir transmis au parquet les éléments rassemblés par l'inspection du travail. Dans son rapport, elle évoque «des infractions graves au droit du travail» : «recours irrégulier au travail temporaire», «marchandage», «travail dissimulé», «emploi d'étrangers sans titres».

Dans ces conditions, difficile de continuer à faire semblant : dans un échange de mails avec *Libération*, la Poste annonce qu'«à la suite de manquements avérés» sur les sites d'Alfortville et du Coudray-Montceaux, Chronopost et DPD ont mis fin à leur relation avec Derichebourg - fin mai à Alfortville, le 1^{er} juillet au Coudray-Montceaux. Il s'agit, précise la Poste, de «la seule action en leur pouvoir». Sur la sous-traitance de ses activités, le groupe précise pour se défendre : «Les filiales DPD France et Chronopost qui opèrent sur le marché du colis express externalisent une partie de leurs activités à des sociétés prestataires de services.» Et ils rejettent la faute sur les travailleurs sans-papiers : «En dépit des contrôles déployés, il peut arriver que certaines personnes parviennent à tromper les vérifications et à entrer sur site, et ce, sans que nous en ayons connaissance.» Sollicité à plusieurs reprises par *Libération*, Derichebourg, de son côté, n'a pas donné suite. La préfecture de l'Essonne expliquait quant à elle à la fin du mois de mai instruire les dossiers de régularisation de quatre personnes, après avoir reçu de Derichebourg un formulaire pour 24 travailleurs.

En attendant, au Coudray-Montceaux comme à Alfortville, la grève des sans-papiers de la Poste est une des plus longues jamais connues dans ce secteur. Elle a parfois fait venir des «soutiens» qui s'installent dans les campements : d'autres travailleurs sans titre du bâtiment, du ménage ou de la manutention qui ont élu domicile devant les locaux de Chronopost et DPD dans l'espoir de parvenir à visibiliser, eux aussi, leurs conditions de travail. Leurs homologues des centres de tri de la Poste l'affirment : tous sont prêts à passer un autre hiver sur ces bouts de trottoirs s'il le faut. Pour tenir, ils évoquent d'autres luttes d'«esclaves modernes», comme les femmes de chambre de l'hôtel Ibis des Batignolles. Après vingt-deux mois de grève, elles ont fini par obtenir gain de cause. «*S'inscrire dans la durée, ça ne nous fait pas peur*, clame Aboubacar Dembélé. *On travaille ici. On vit ici. On ne veut pas partir.*»

